



Strasbourg, le 23 janvier 2013



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

47+1(2013)R04

**QUATRIÈME RÉUNION DE NÉGOCIATION ENTRE LE GROUPE
DE NÉGOCIATION AD HOC DU CDDH
ET LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR L'ADHÉSION DE
L'UNION EUROPÉENNE À LA CONVENTION EUROPÉENNE DES
DROITS DE L'HOMME**

Rapport de réunion

Strasbourg, lundi 21 janvier (14h00) – mercredi 23 janvier 2013 (16h30)
Bâtiment Agora, Salle G01
Conseil de l'Europe

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. La quatrième réunion de négociation entre le groupe de négociation *ad hoc* du CDDH et la Commission européenne sur l'adhésion de l'Union Européenne à la Convention européenne des droits de l'homme s'est tenue du 21 au 23 janvier 2013, à Strasbourg, sous la présidence de Mme Tonje Meinich (Norvège). La liste des participants figure en Annexe I. L'ordre du jour, tel qu'adopté, figure en Annexe II.

2. Projet d'instruments juridiques sur l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des Droits de l'Homme : examen des propositions d'amendements

2. Après avoir ouvert la réunion, la Présidente donne la parole à une délégation, qui présente un document commun établi par 16 Etats qui ne sont pas membres de l'UE sur des préoccupations majeures au sujet de l'Accord d'adhésion¹. En présentant le document, il est indiqué que les Etats qui ne sont pas membres de l'UE saluent la volonté de l'UE d'adhérer à la Convention. Il est souligné que la préoccupation principale exprimée dans le document est de préserver l'intégrité du système, et que le degré d'inquiétude de chaque Etat membre sur les diverses questions soulevées dans le document pourrait être nuancé. Il est aussi souligné que ce document ne devrait pas être considéré comme une contre-proposition par rapport aux propositions de compromis présentées par la Présidente dans le document 47+1(2013)001, qui pour des raisons de temps n'ont pas été prises en considération lors de la rédaction de ce document. Le document figure en Annexe III au présent rapport.

3. Le représentant de l'UE indique qu'en demandant d'adhérer à la Convention l'UE ne vise pas à obtenir des avantages. Le but des amendements proposés par l'UE est de refléter de manière adéquate la nature spécifique de l'Union. Il partage l'avis que la nature, l'intégrité et l'efficacité du système de la Convention devraient être préservés, et souligne que l'UE a l'intention de s'engager afin d'atteindre un compromis équilibré.

4. La Présidente présente ensuite ses propositions de compromis, figurant dans le document 47+1(2013)001. Elle souligne qu'elle est consciente que ces propositions imposent des efforts de compromis à toutes les parties, et exprime l'espoir qu'elles pourraient proposer des solutions à plusieurs inquiétudes exprimées.

5. Les participants conviennent d'amender le cinquième paragraphe du Préambule afin d'aligner au mieux le texte avec celui de l'Article 34 de la Convention, et de souligner davantage l'importance de l'article 34 dans le contexte de l'adhésion dans les paragraphes correspondants du rapport explicatif.

6. Les parties s'accordent, à titre provisoire, sur une reformulation de l'Article 1^{er}, paragraphe 2 de l'Accord d'adhésion qui suggère l'insertion d'une « clause-passerelle » à l'article 59, paragraphe 2, lettre b de la Convention, afin de rendre explicite le fait que l'Accord d'adhésion sera une partie intégrante de la Convention.

7. Les participants conviennent aussi que le libellé de l'Article 59, paragraphe 2, lettre c, tel que proposé à l'article 1^{er}, paragraphe 2 de l'Accord d'adhésion, ne devrait pas figurer dans la Convention mais uniquement dans l'Accord d'adhésion.

¹ Les Etats ayant présenté le document sont: Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Islande, Liechtenstein, Monaco, Monténégro, Norvège, Serbie, Suisse, Fédération de Russie, Turquie et Ukraine. Pendant la réunion, la Géorgie et la Moldova ont indiqué qu'elles s'associent également à ce document.

8. Les participants indiquent leur disponibilité à accepter le compromis proposé par la Présidente au sujet de l'introduction d'une clause générale d'attribution dans l'Accord d'adhésion (paragraphe 2, lettre c1, alinéa aa) de la proposition de l'UE). Une délégation exprime toutefois des hésitations, considérant que cette clause n'est pas nécessaire, et qu'elle réaffirme des concepts découlant des principes généraux du droit international.

9. Quant à la clause d'attribution plus spécifique proposée par l'UE concernant les questions liées à la politique étrangère et de sécurité commune (paragraphe 2, lettre c1, alinéa bb) de la proposition de l'UE), il est convenu de ne pas inclure cette clause dans un alinéa séparé. Le Secrétariat propose un autre compromis, qui combine un texte à ajouter à la clause d'attribution générale et un texte figurant dans le rapport explicatif présentant l'approche générale de la Cour par rapport à ces questions, qui s'appliquerait également aux affaires concernant des actes ou mesures adoptées dans le contexte de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. Cette proposition est prise en considération avec intérêt, sous réserve de confirmation à la prochaine réunion. La proposition figure en Annexe IV au présent rapport.

10. Par rapport aux clauses d'interprétation proposées à l'article 1^{er}, paragraphes 3 à 5 de l'Accord d'adhésion, il est convenu, sur la base des discussions, d'introduire dans le rapport explicatif des explications à propos de l'absence de références à l'article 2 du Protocole n°6 au premier tiret de l'article 1^{er}, paragraphe 3. Quant à l'article 2, paragraphe 1 du Protocole n°4, il est convenu de garder la référence dans le texte de l'article 1^{er}, paragraphe 5, avec une correction mineure.

11. Concernant la question d'une éventuelle extension du mécanisme de codéfendeur aux situations dans lesquelles une requête adressée contre un Etat qui n'est pas membre de l'UE met en cause la compatibilité avec la Convention d'un accord international entre cet Etat et l'UE, le représentant de l'UE indique sa disponibilité à accepter le compromis proposé par la Présidente dans le document 47+1(2013)001. Certains Etats qui ne sont pas membres de l'UE indiquent qu'ils pourraient prendre en considération la proposition de la Présidente comme partie d'un ensemble de propositions de compromis, tout en réaffirmant leur préférence pour la proposition présentée dans leur document commun. En l'absence d'un accord, il est convenu de rediscuter cette question lors de la prochaine réunion.

12. La question du caractère non contraignant du mécanisme de codéfendeur (article 3, paragraphe 5) est discutée à la lumière de la préférence pour un mécanisme contraignant exprimée par plusieurs Etats qui ne sont pas membres de l'UE dans leur document, et de la position exprimée par l'UE et par la Présidente dans son document en faveur du maintien du mécanisme tel qu'envisagé actuellement. A cet égard, l'importance des règles internes que l'UE devrait adopter est soulignée. Dans ce cas aussi, il est indiqué que la solution à cette question dépendra de l'équilibre général du texte.

13. Par rapport à la procédure d'implication préalable (article 3, paragraphe 6), les représentants de plusieurs Etats qui ne sont pas membres de l'UE réaffirment les inquiétudes exprimées dans leur document, en soulignant notamment que la partie du texte définissant la portée de l'examen de la CJUE n'est pas pertinente dans l'accord d'adhésion, dans la mesure où elle aborde des questions internes à l'UE. Le représentant de l'UE réaffirme le soutien de l'UE et de ses Etats membres sur la proposition actuelle. En l'absence d'un accord, il est décidé de reprendre les discussions sur cette question à la prochaine réunion.

14. De manière similaire, plusieurs Etats qui ne sont pas membres de l'UE expliquent que le projet d'article 3, paragraphe 7 ne répond pas suffisamment à leurs inquiétudes au sujet de la marge d'appréciation de la Cour. En l'absence d'un accord, il est décidé de reprendre les discussions sur cette question à la prochaine réunion.

15. Comme convenu lors de la dernière réunion, le Secrétariat présente sa position sur l'article 7, paragraphe 1, en indiquant une préférence pour la solution proposée dans le document 47+1(2012)R03, pour des raisons de simplicité et d'équilibre institutionnel. Compte tenu de la position exprimée dans leur document et de la proposition faite par la Présidente, les représentants des Etats qui ne sont pas membres de l'UE indiquent une préférence pour une révision de l'Article 7, paragraphe 1, de manière à ce que l'UE n'ait pas le droit de vote au sein du CM, à l'exception des situations dans lesquelles le CM exerce les fonctions qui lui sont attribuées par la Convention (articles 36, 39, 46 et 47). Les décisions mentionnées à l'article 7, paragraphe 1, lettres b) et c) du projet d'Accord d'adhésion devraient. Les décisions mentionnées à l'Article 7, paragraphe 1, lettres b et c pourraient être prises d'abord par le Comité des Ministres sans que l'UE ne participe au vote, et ensuite transmises à l'UE pour acceptation. En vue d'une discussion lors de la prochaine réunion, le Secrétariat est invité à préparer bien à l'avance un examen plus détaillé des implications des diverses alternatives présentées dans le document de la Présidente par rapport aux divers types d'actes que le Comité des Ministres pourrait adopter.

16. Quant au droit de vote dans les affaires impliquant l'UE, un consensus est atteint sur le principe que les règles pertinentes devraient figurer dans un instrument contraignant qui serait adopté par le Comité des Ministres. Le consensus sur l'approche proposé concernant les « résolutions finales » du Comité des Ministres est réaffirmé, même s'il n'y a pas d'accord définitif sur la majorité nécessaire pour l'adoption de ces résolutions.

17. Par rapport aux éléments présentés par le Secrétariat à la fin de la dernière réunion concernant autres types de décisions, la proposition visant l'adoption des décisions procédurales et des décisions demandant des informations par une « hyper-minorité » est en principe supportée. Par contre, concernant les autres décisions, les Etats qui ne sont pas membres de l'UE réaffirment leur réticence au sujet de l'inclusion de la « procédure du panel » dans le système. La Présidente invite le Secrétariat à présenter à la prochaine réunion une nouvelle proposition basée sur d'autres règles de majorité, qui n'implique pas le recours au panel.

18. Pour conclure, le représentant de l'UE suggère que les dispositions de l'article 7, lettres b) et c), pourraient être fusionnées. Toutefois, il n'y a pas d'accord sur le fond de la question des droits de vote de l'UE dans les affaires concernant les autres Hautes Parties Contractantes.

19. Pour ce qui concerne le rapport explicatif, le Groupe décide de modifier le paragraphe 24a selon la proposition présentée par l'UE, et de discuter les amendements proposés au Paragraphe 23 à la prochaine réunion.

3. Questions diverses

20. Le Groupe décide de tenir sa prochaine réunion à Strasbourg du 2 au 5 avril 2013. La présidente rappelle qu'il s'agira de la dernière réunion de négociation prévue, et invite toutes les délégations à continuer les discussions afin d'atteindre un compromis satisfaisant.

ANNEXE I**Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES****ALBANIA / ALBANIE**

Ms Ledina MANDIA, General State Advocate of the Republic of Albania, Ministry of Justice, Bulevardi "Zog I", TIRANA
E-mail: ledina.mandija@avokaturashtetit.gov.al

ANDORRA / ANDORRE

Mr Joan FORNER ROVIRA, Senior Legal Adviser, Government Agent to the European Court of Human Rights, Department of General and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Tel.: (+376) 875 704 - Fax: (+376) 869 559
Email: joan_forner@govern.ad

ARMENIA / ARMENIE

Mr Levon AMIRJANYAN, Chef du département des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères, Place de la République, Maison de Gouvernement 2, Yerevan 0010
Tel: 00 37410 54 40 41 (ext. 278)
E-mail: l.amirjanyan@mfa.am

AUSTRIA / AUTRICHE

Mrs Leonore LANGE, Division for International Affairs and General Administrative Affairs, Federal Chancellery, Dpt. V/5, Constitutional Service, Ballhausplatz 2, 1010 Wien
Tel.: +43 1 53115 204029
E-mail: leonore.lange@bka.gv.at

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Chingiz ASGAROV, Agent of the Government of the Republic of Azerbaijan at the European Court of Human Rights, Prezident Sarayı, İstiqlaliyyət küç.19, Baku A-1066
Tel/Fax: 00 994 124 923 920
E-mail: agent@pa.gov.az

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Marjan JANSSENS, Représentante Permanente Adjointe, Chancellerie, 41, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg, France
Tél.: 03 88 76 61 00 – Fax: 03 88 36 32 71
E-mail : marjan.janssens@diplobel.fed.be

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Sandra MALEŠIĆ, Assistant Agent of the Council of Ministers, of Bosnia and Herzegovina before European Court of Human Rights, Dzemala Bijedica 39/II, 71000 Sarajevo
Tel/fax 00 387 33 730 490
E-mail: sandra.malesic@mhrr.gov.ba

BULGARIA / BULGARIE

Mr Dimitar PHILIPOV, Director, Human Rights Directorate, Ministry of Foreign Affairs of Bulgaria, 2 "Alexander Jendov" street, 1113 Sofia
E-mail: dphilipov@mfa.bg

CROATIA / CROATIE

Mrs Romana KUZMANIĆ OLUIĆ, Counselor in the Division for Human Rights and International Regional Organizations and Initiatives, Ministry of Foreign and European Affairs, Directorate for Multilateral Affairs and Global Issues, N. Š. Zrinskog 7-8, HR 10000 Zagreb

Tel: 00 385 1 4597 783 - Fax: 00 385 1 4597416
E-mail: Romana.Kuzmanic-Oluic@mvep.hr

CYPRUS / CHYPRE

Mr. Nikolas KYRIAKOU, Counsel for the Republic, Law Office of the Republic, European Law Section, 1, Apelli Str., 1403 Nicosia
Tel.: 00 357 22 889153 - Fax: +357 22 889 230
E-mail: nkyriakou@law.gov.cy

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Vit SCHORM, Government Agent, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, 128 10 Praha 2
Tel: 00 420 221 997 442 - Fax: 00 420 221 997 445
E-mail: vschorm@msp.justice.cz

DENMARK / DANEMARK

Ms. Nina HOLST-CHRISTENSEN, Ministry of Justice, Slotsholmsgade 10, 1216 Copenhagen
E-mail: nhc@jm.dk

ESTONIA / ESTONIE

Ms Maris KUURBERG, Government Agent before the European Court of Human Rights, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Islandi väljak 1, 15049 Tallinn
Telephone +372 6377 400 ; +372 6377 439;
E-mail: maris.kuurberg@mfa.ee

Ms Arnika KALBUS, Legal Adviser, Permanent Representation of Estonia to the EU, Rue Guimard 11/13, 1040 Bruxelles
Tel: +32 2227 43 19 ; Fax: +32 2227 39 25
E-mail: arnika.kalbus@mfa.ee

FINLAND / FINLANDE

Mr Arto KOSONEN, Government Agent, Director, Unit for Human Rights Court and Conventions, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 411, FI-00023 Government
Tel: 00 358 9 1605 5729 - Fax: 00 358 9 1605 5951
E-mail: arto.kosonen@formin.fi

Ms Maija FAURIE, Legal Officer, Unit for EU and Treaty Law, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs, PO Box 416, 00023 Government, Finland
Tel. +358 9 160 55341 ; Mob. +358 40 509 2801
E-mail: Maija.Faurie@formin.fi

FRANCE

M. Emmanuel JAUFFRET, Sous-direction des droits de l'homme, Direction des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères et européennes, 57, bd des Invalides, 75700 Paris
Tél : 01 53 69 36 27; Fax : 01 53 69 36 74
E-mail : emmanuel.jauffret@diplomatie.gouv.fr

M. Jean-Baptiste LAIGNELOT, Conseiller juridique, Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne, 14 Place de Louvain, 1000 Bruxelles, Belgique
Tel : +32.2.229.82.35
E-mail : jean-baptiste.laignelot@diplomatie.gouv.fr

GEORGIA

Mr Levan MESKHORADZE, Government Agent to the European Court of Human Rights, Head of Department of State Representation to the International Courts of Human Rights, 24 A, Gorgasali Str., Tbilisi, 0114
Tel.: +995 32 240 59 09

E-mail: imeskhoradze@justice.gov.ge

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Hans-Jörg BEHRENS, Head of Unit IVC1, Human Rights Protection; Government Agent before the European Court of Human Rights, Bundesministerium der Justiz, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

Tel: 00 49 30 18 580 94 31 - Fax: 00 49 30 18 580 94 32

E-mail: behrens-ha@bmj.bund.de

Mrs Jutta KEMPER, Head of the division IV C 2, Bundesministerium der Justiz, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

E-mail: Kemper-Ju@bmj.bund.de

GREECE / GRECE

M. Elias KASTANAS, Conseiller juridique adjoint, Service juridique, Ministère des Affaires Étrangères, Athènes

E-mail: kastanas@mfa.gr

Mme Ourania PATSOPOULOU, Conseillère juridique, Chancellerie, 21, place Broglie - 67000 Strasbourg, France

Tél.: 03 88 32 88 18 – Fax: 03 88 23 12 46

E-mail: greekdelegce@wanadoo.fr

HUNGARY / HONGRIE

Ms Monika WELLER, Co-Agent for the Hungarian Government before the European Court of Human Rights, Ministry of Public Administration and Justice, Kossuth tér 4., 1055 Budapest,

Tel: 00 36 1 795 58 28

E-mail: monika.weller@kim.gov.hu

ICELAND / ISLANDE

Ms Bjorg THORARENSEN, Professor of Law, Ministry of the Interior, Sölvhólgötu 7, 150 Reykjavík

E-mail: bjorgtho@hi.is

IRELAND / IRLANDE

Mr Trevor REDMOND, Assistant Legal Adviser for the Government of Ireland, Legal Division, Department of Foreign Affairs and Trade, 80 St Stephen's Green, Dublin 2

E-mail: Trevor.Redmond@dfa.ie

Mr David KELLY, Legal Counsellor at the Permanent Representation of Ireland to the European Union, Rue Froissart 50, 1040 Bruxelles, Belgium

Tel.: 00 32 2 2823 280

E-mail: David.Kelly@dfa.ie

ITALY / ITALIE

Cons. Amb. Stefania ROSINI, Ministero Affari Esteri – Servizio per gli affari giuridici, del contenzioso diplomatico e dei trattati, Piazzale della Farnesina 1, 00194 Roma

Tel: 06 36 91 24 60 - Fax: 06 323 0315

E-mail: stefania.rosini@esteri.it

LATVIA / LETTONIE

Ms Kristine LĪCE, Government Agent, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia

Kr.Valdemāra 3, Rīga, LV-1385

Tel.: +371 6701 6340 ; Mob.: +371 2027 2857 ; Fax: +371 6728 3335

E-mail: kristine.licis@mfa.gov.lv

Ms Inga REINE, Legal Advisor, Permanent Representation of the Republic of Latvia to the European Union, avenue des Arts 23, B-1000, Brussels, Belgium
E-mail: inga.reine@mfa.gov.lv

LIECHTENSTEIN

Mr Manuel FRICK, Deputy Permanent Representative to the Council of Europe, Office for Foreign Affairs, Heiligkreuz 14 – Postfach 684, FL- 9490 Vaduz
Tel: 00 423 236 7684 – Fax: 00 423 236 60 59
E-mail: manuel.frick@llv.li

LITHUANIA / LITUANIE

Mrs Elvyra BALTUTYTE, Agent of the Government of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights, Ministry of Justice, Gedimino ave. 30/1, 01104 Vilnius
Tel: 00 3705 266 29 90 - Fax: 00 3705 266 28 73
E-mail: e.baltutyte@tm.lt

Ms Vygantė MILAŠIŪTĖ, Head of the Division of International Agreements Law Ministry of Justice of the Republic of Lithuania, International Law Department, Gedimino ave. 30, 01104 Vilnius
Tel.: (+370 5) 266 2930, Fax: (+370 5) 266 2854
E-mail: vygante.milasiute@tm.lt

LUXEMBOURG

Mme Brigitte KONZ, Conseillère à la Cour d'Appel, Bâtiment CR, Cité Judiciaire, L-2080 Luxembourg
Tel: 00 352 475981-279 - Fax: 00 352 475981-773
E-mail: brigitte.konz@justice.etat.lu

M. Robert BEVER, Expert au FREMP, représentation Permanente du Luxembourg, Bruxelles, Belgique

Mme Anne KAYSER-ATTUIL, Représentante Permanente Adjointe, Représentation Permanente du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe et Consulat Général, 65 allée de la Robertsau - F-67000 Strasbourg
Tél. :00 33 (0)3 88 15 26 36
E-mail : anne.kayser@mae.etat.lu

REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA

M. Sergiu MIHOV, Représentant Permanent Adjoint, Chancellerie, 16, allée Spach – 67000 Strasbourg, France
Tél.: 03 88 36 55 64 – Fax: 03 88 36 48 96
E-mail: strasbourg@mfa.md

MONTENEGRO

Mr Zoran PAZIN, State Agent to the ECHR, Serdara Jola Piletića 8/6, 81000 Podgorica
Tel: 00 382 20 244 036
E-mail: s.agent@gsv.gov.me

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Roeland BÖCKER, Ministry of Foreign Affairs, International Law Division, PO Box 20061, The Hague, 2500 EB
Tel: 00 31 70 348 48 98 - Fax: 00 31 70 348 51 28
E-mail: roeland.bocker@minbuza.nl

Mr Martijn DE GRAVE, Legal counsel at the Permanent Representation of the Netherlands to the EU in Brussels, NL representative in the FREMP, Brussels, Belgium

E-mail: martijn-de.grave@minbuza.nl

NORWAY / NORVEGE

Ms. Marthe Kristine FJELD, Adviser, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Legislation Department, Postboks 8005 Dep, NO-0030 Oslo

Tel.: +47 22 24 53 47

E-mail : marthe.fjeld@jd.dep.no

Ms Tonje MEINICH, (**Chairperson/Présidente**), European and International Affairs, Norwegian Ministry of Justice, P.O. Box 8005 Dep., 0030 Oslo

Tel: 00 47 22 24 53 81

E-mail: tonje.meinich@jd.dep.no

POLAND / POLOGNE

Ms Marta KACZMARSKA, Senior Expert, Department for the Proceedings before International Human Rights Protection Bodies, Ministry of Foreign Affairs, Al. Szucha 23, 00-580 Warsaw

Tel.: +48 22 523 6588

E-mail: Marta.Kaczmarska@msz.gov.pl

Mrs Beata WŚCISŁY-BIAŁEK, chief expert/FRA National Liaison Officer, Department of European Policy, Ministry of Foreign Affairs, Al. J. Ch. Szucha 23, 00-580 Warsaw

Tel.: +48 22 523 9143

PORTUGAL

Mr João ARSÉNIO DE OLIVEIRA, Head of Department, International Affairs Department, Ministry of Justice, Directorate General for Justice Policy, Av. D. João II, lote 1.08.01E, Torre H, pisos 2/3 - 1990-097 Lisboa

T: +351 217 924 030 ; F: +351 217 924 090

E-mail: joao.p.oliveira@dgpj.mj.pt

ROMANIA / ROUMANIE

Mme Aniela BALUT, Directrice, Direction du Droit Européenne, Ministère des Affaires Etrangères, Bucharest

E-mail: aniela.balut@mae.ro

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Vasily NEBENZIA, Director of the Department of Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, Moscow

E-Mail: nebenzia@hotmail.com

Mme Maria MOLOTSOVA, 1st Secretary, Department for International Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, 32/34 Sennaya sq. 119200 Moscow

Tel.: 00 7 495 244 30 25

E-mail: m.molodtsova@mail.ru

Mme Diana ELOYEVA, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, 32/34 Sennaya sq. 119200 Moscow

Tel. 00 7 499 241 77 18

E-mail: dp@mid.ru

Mr Vladislav ERMAKOV, Deputy to the Permanent Representative, Chancery, 75 allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 24 20 15 - Fax: 00 33 3 88 24 19 74

E-mail: representationpermderussie@wanadoo.fr

SERBIA / SERBIE

Mr Slavoljub CARIC, Government Agent, Ministry of Justice and Public Administration, Office of the Agent before the ECHR, Boul. Mihaola Pupina 2, 11000 Belgrade
Tel: 00 381 11 31 7074 - Fax: 00 381 11 311 73 56
E-mail: slavoljub.caric@mpravde.gov.rs

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mrs Jana VNUKOVÁ, Deputy Director General, Head of Foreign Relations and Human Rights, Department of International and European Law, Ministry of Justice, Župné Námestie 13, 813 11 Bratislava
Tel: +421 2 59 353 473 ; Fax: +421 2 59 353 605
E-mail: jana.vnukova@justice.sk

SLOVENIA/SLOVENIE

Ms Maja PETERNEL, Legal Adviser at the Permanent Representation of Slovenia to the European Union, rue du Commerce 44, 1000 Bruxelles, Belgique
Telephone: +32 499696761
E-mail: maja.peternel@gov.si

SPAIN / ESPAGNE

Mr Francisco de ASIS SANZ GANDASEGUI, Abogado del Estado Jefe - Área de Derechos Humanos, Subdirección General de Constitucional y Derechos Humanos, Departamento de Const. y Derec. Humanos, Abogacía General del Estado, C/ San Bernado, 45, 28015 Madrid
Tel.: + 913904777 ; Fax: + 91 390 43 93
E-mail: fsgandasegui@dsje.mju.es

SWEDEN / SUEDE

Ms Jessica SJÖSTRAND, Deputy Director for the Swedish Ministry for Foreign Affairs, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law, 103 39 Stockholm
Tel.: +46 8 405 58 35
E-mail: jessica.sjostrand@foreign.ministry.se

Ms Sara FINNIGAN, Deputy to the Permanent Representative, Swedish Chancery, 67, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg, France
Tel.: +33 3-88 24 60 56 and +33-6-70 13 26 62
E-mail: sara.finnigan@foreign.ministry.se

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Frank SCHÜRMANN, Agent du Gouvernement, Chef de l'unité Droit européen et protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice, Bundesrain 20, CH-3003 Berne
Tel: 00 41 31 322 41 50 - Fax: 00 41 31 322 84 01
E-mail: frank.schuermann@bj.admin.ch

M. Charles-Edouard HELD, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent, Chancellerie, 23, rue Herder - 67083 Strasbourg Cedex, France
E-mail: vertretung-ER@stc.rep.admin.ch

Mr Daniel FRANK, Head Human Rights Section, Federal Department of Foreign Affairs, Federal Palace North, 3003 Berne
Tel: 0041 31 323 37 63 – Fax: 0041 31 322 37 79
E-mail: daniel.frank@eda.admin.ch

Mme Silvia GASTALDI, Office fédéral de la justice, Bundesrain 20, 3003 Berne
Tel. : 00 41 31 325 4065 – Fax 0041 31 322 8401
e-mail : silvia.gastaldi@bj.admin.ch

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE”

Ms Olgica VASILEVSKA, Head of the CoE Department, Ministry of Foreign Affairs, Skopje
E-mail : Olgica.Vasilevska@mfa.gov.mk

TURKEY / TURQUIE

Mme Halime Ebru DEMIRCAN, Adjointe au Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l’Europe, 23, boulevard de l’Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 88 36 50 94 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail : hedemircan@mfa.gov.tr

Mr Mehmet ÖNCÜ, Counsellor, Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l’Europe, 23, boulevard de l’Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 88 36 50 94 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: mehmet.oncu@gmail.com

UKRAINE

Mr Yevgen PERELYGIN, Director, Bureau for European Integration, Secretariat of the Cabinet of Ministers of Ukraine, Ministry of Foreign Affairs, 1 Mykhaylivska square, Kiev
Tel: 00 38 044 256 63 10
E-mail: perelygin@apu.gov.ua

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Rob LINHAM, Head of Council of Europe Human Rights Policy, Justice Policy Group, Ministry of Justice, 102 Petty France, London, SW1H 9AJ
Tel. +44 20 3334 3851 - Fax +44 20 3334 5518 - GSM +44 75000 87700
E-mail: rob.linham@justice.gsi.gov.uk

Ms Abigail CULANK, Head of European Union Human Rights Policy, Ministry of Justice, 102 Petty France, London, SW1H 9AJ
Tel: +44 20 3334 4735 - Fax: +44 20 3334 5518
E-mail: abigail.culank@justice.gsi.gov.uk

EUROPEAN UNION/UNION EUROPEENNE

Ms Luisella PAVAN-WOOLFE, Ambassador, Head of the Delegation of the European Union to the Council of Europe, 18 Boulevard de l’Orangerie, 67000 Strasbourg
Tél: +33 3 90 40 60 80
E-mail: Luisella.Pavan-Woolfe@eeas.europa.eu

Mr Hannes KRAEMER, Member of the Legal Service of the European Commission, Brussels
Tel.: +32 2 295 06 86
E-mail: Hannes.KRAEMER@ec.europa.eu

Mme Eglantine CUJO, Membre du Service juridique de la Commission européenne, Bruxelles
E-mail: Eglantine.CUJO@ec.europa.eu

Mr Loránt HAVAS, Legal Advisor, legal Affairs Division, European External Action Service, 1046 Brussels
Tél.: + 32 2 299 53 73
E-Mail: lorant.havas@eeas.europa.eu

M. Jerome LEGRAND, Administrateur, EEAS, Bruxelles
e-mail: jerome.legrand@eeas.europa.eu

Ms Kristi RABA, Fundamental Rights and Criminal Justice, DG D – Justice and Home Affairs, General Secretariat of the Council of the European Union, 175 rue de la Loi, 1048 Brussels

Tel: +32 2 281 8902

E-mail: kristi.raba@consilium.europa.eu

Mr. Giovanni Carlo BRUNO Delegation of the European Union to the Council of Europe, 18
Boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg

E-mail: Giovanni-Carlo.BRUNO@eeas.europa.eu@eeas.europa.eu

Mme Anna Katarzyna KOBUS, Stagiaire, Legal Service of the European Commission, Brussels

E-mail: Anna-Katarzyna.KOBUS@ec.europa.eu

OBSERVERS / OBSERVATEURS

**REGISTRY OF THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / GREFFE DE LA
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME**

M. Johan CALLEWAERT, Greffier Adjoint de la Grande Chambre / Deputy Grand Chamber
Registrar

Tel.: +33 3 88 41 24 00

e-mail: Johan.Callewaert@echr.coe.int

**COMMITTEE OF LEGAL ADVISERS ON PUBLIC INTERNATIONAL LAW (CAHDI) /
COMITÉ DES CONSEILLERS JURIDIQUES SUR LE DROIT INTERNATIONAL
PUBLIC (CAHDI)**

Mr Erik WENNERSTRÖM, Generaldirektör/Director-General, Brottsförebyggande
rådet/National Council for Crime Prevention, Box 1386, 111 93 Stockholm, Sweden

Tel: +46 (0)8-401 87 01

E-mail: erik.wennerstrom@bra.se

SECRETARIAT

**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et État de droit
Council of Europe / Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

M. Philippe BOILLAT, Director General / Directeur Général, Directorate General of Human Rights
and Rule of Law / Direction Générale droits de l'Homme et Etat de droit

Tel: 00 33 3 88 41 34 10

E-mail: philippe.boillat@coe.int

M. Christos GIAKOUMOPOULOS, Director/Directeur, Directorate of Human Rights/ Direction
des Droits de l'Homme

Tel. : 00 33 3 88 41 23 75

E-mail : christos.giakoumopoulos@coe.int

Mr Jörg POLAKIEWICZ, Head of Department / Chef de Service, Human Rights Policy and
Development Department / Service des politiques et du développement des droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 88 41 29 19

E-mail: jorg.polakiewicz@coe.int

Mr Daniele CANGEMI, Head of Division / Chef de Division, Human Rights Law and Policy
Division / Division du droit et de la politique des droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 88 41 22 24

E-mail: nicola-daniel.cangemi@coe.int

Mr Fredrik SUNDBERG, Adjoint à la Chef du Service de l'Exécution des Arrêts de la Cour /
Deputy to the Head of Department for the Execution of the Judgments of the Court

Tel.: +33 (0)3 88 41 28 07

E-mail: Fredrik.SUNDBERG@coe.int

Mr Matthias KLOTH, Administrator, Human Rights Law and Policy Division / Division du droit et de la politique des droits de l'Homme
Tel: 00 33 3 90 21 49 84
E-mail: matthias.kloth@coe.int

Mme Valérie PEARD, Principal Assistant, Human Rights Law and Policy Division / Division du droit et de la politique des droits de l'homme
Tel. : +33 3 88 41 31 58
E-mail : valerie.peard@coe.int

Mme Frédérique BONIFAIX, Assistant / Assistante, Human Rights Law and Policy Division / Division du droit et de la politique des droits de l'Homme
Tel: 00 33 3 88 41 20 05 - Fax: 00 33 3 88 41 37 45
E-mail: frederique.bonifaix@coe.int

Committee of Ministers / Comité des Ministres

Ms Ulrika FLODIN-JANSON, Principal Administrator (Human Rights and Legal Co-operation), Secretariat of the Committee of Ministers.
Tel.: + 33 (0) 3 88 41 23 35
E-mail : Ulrika.FLODIN-JANSON@coe.int

Ms Christiane FURST, Trainee/stagiaire,
E-mail: christiane.furst@coe.int

DLAPIL - Direction du Conseil Juridique et du droit international public/Directorate of Legal Advice and Public International Law

Mme Elise CORNU, Legal Advisor, Directorate of Legal Advice and Public International Law
Tel.: + 33 3 88 41 23 18
e-mail: elise.cornu@coe.int

* * *

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Chef d'équipe : Corinne McGEORGE
Didier JUNGLING
Isabelle MARCHINI

ANNEXE II**Ordre du jour**

- 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**
- 2. Projet d'instruments juridiques sur l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des Droits de l'Homme : examen des propositions d'amendements**

Documents de travail

<u>Annexe III</u> du rapport de la 3ème réunion de négociation (7-9 novembre 2012) : Projet révisé d'Accord portant adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	47+1(2012)R03
Proposition de la Présidente sur des questions ouvertes	47+1(2013)001
Projet de rapport explicatif de l'Accord portant adhésion de l'Union Européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	47+1(2013)002
Document commun de l'Andorre, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, l'Islande, le Liechtenstein, la République de Moldova, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Suisse, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Ukraine sur des préoccupations majeures concernant le projet d'Accord d'adhésion de l'Union Européenne à la Convention Européenne des droits de l'homme	47+1(2013)003
Rapport du CDDH au Comité des Ministres sur l'élaboration d'instruments juridiques pour l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des Droits de l'Homme	CDDH(2011)009
Document de négociation soumis par l'Union européenne le 30 octobre 2012	(Restreint)
Document de négociation soumis par l'Union européenne le 14 juin 2012	(Restreint)
Commentaires de l'Arménie	47+1(2012)003 bil (Restreint)
Commentaires de la Norvège	47+1(2012)004 bil (Restreint)
Commentaires de la Suisse	47+1(2012)005 bil (Restreint)
Lettre de la Fédération de Russie	47+1(2012)006 bil (Restreint)

Documents de référence

Rapport de la 3ème réunion de négociation (7-9 novembre 2012)	47+1(2012)R03
Rapport de la 2ème réunion de négociation (17-19 septembre 2012)	47+1(2012)R02
Rapport de la 1 ^{ère} réunion de négociation (21 juin 2012)	47+1(2012)R01
Décisions de la 1145e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2012)	47+1(2012)001

Rapport de la réunion extraordinaire du CDDH (12-14 octobre 2011)	CDDH(2011)R Ex
---	----------------

3. Questions diverses

ANNEXE III

Document commun de l'Andorre, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, l'Islande, le Liechtenstein, la République de Moldova, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Suisse, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Ukraine sur des préoccupations majeures concernant le projet d'Accord d'adhésion de l'Union Européenne à la Convention Européenne des droits de l'homme²

21.01.2013

I. Introduction

1. After the third negotiation meeting of CDDH+1, two informal meetings of States which are not members of the EU have taken place in Strasbourg, with a view to discussing issues of common concern related to the Draft Accession Agreement.

2. The present paper dresses the list of these issues and presents some alternative proposals. For reasons of timing, the proposal of the Chair could not have been taken into consideration. In this sense, it should not be seen as a counter-proposal to the latter.

Even if this paper is put forward jointly, individual member states continue to voice their particular positions and nuanced concerns on different issues raised. In hope of advancing the negotiation process, however, and in the constructive spirit of clarity on some major points, this paper has been put together.

3. In the view of the non-EU member States listed in the title of this common paper (in the following: NEUMS), most legal issues that have been identified as controversial in the negotiation process can be resolved in a constructive spirit and given a common understanding on the purpose of the accession.

II. General remarks

4. The NEUMS welcome the intention of the EU to become a party to the Convention. Accession will close gaps in human rights protection by guaranteeing that any person, non-governmental organisation or group of individuals claiming to be a victim of a violation of the ECHR by an institution or body of the EU can bring a complaint against the EU before the Strasbourg Court under the same conditions as those applying for complaints brought against member States. Accession will also enable the EU to defend itself directly before the Strasbourg Court in matters where EU law or actions of the EU have been impugned. In addition, it will reduce the risk of divergence and ensure consistency between human rights case law of the Strasbourg and Luxembourg Courts.

5. On the other hand, the final legal instruments for the accession must ensure a just, reasonable and practical system which takes into account the specific nature of the EU, and at the same time preserves the nature, the integrity and the effectiveness of the Convention and respects the values and traditions of the Council of Europe.

6. To reach these aims, the following principles should be respected:

² Version telle qu'elle figure après la Troisième réunion de négociation, Doc. 47+1 (2012)R03, Annexe III ("Conclusions présentées par la Présidente"). Texte distribué uniquement en anglais.

- The amendments to the ECHR and the adaptations of the system as a whole should be limited to what is strictly necessary for the purpose of the accession;
- Accession should, to the largest possible extent, be based on the principle of equal footing between the EU and the 47 HCP, with due respect to its special status as a non-state actor. Derogations to this principle should only be admitted on an exceptional basis and should not be inconsistent with the aims of the accession;
- Differences between States which are members of the EU and States which are not members of the EU should be avoided.

III. Article 1 Scope of accession and amendments to Article 59

1. Art. 1 para. 2, lit. c ("actors")

7. The text should explicitly state that "actors" whose actions, measures or omissions can be attributable to the EU include persons.

2. Art. 1 para 2, lit. c1. aa) ("attributability")

8. The NEUMS take note of the amendments made by the EU to its proposal concerning the introduction of a new subparagraph aa). The placement and the exact wording of this provision need further discussion.

3. Art. 1 para 2, lit. c1. bb) (exclusion of CFSP)

9. The proposed exclusion of CFSP causes major concern for different reasons (political sensitivity; restriction of the jurisdiction of the Strasbourg Court) and should be deleted.

4. Art. 1 para 3, first indent (list of Protocols)

10. The Draft does not mention any more Art. 2 of Protocol 4 (which the EU does not intend to ratify for the time being) and Art. 2 of Protocol 6 (partial application of the Protocol). This raises questions and concerns which need to be discussed.

IV. Art. 3 Co-respondent mechanism (CRM)

In relation to the positions presented in this chapter, Norway does not make up a part of the NEUMS.

1. Art. 3 § 2 (extension of CRM)

11. The NEUMS, with the exception of Iceland, opt for a solution ensuring that the EU can (or must, if the CRM is binding; see below, point 12) become a co-respondent not only when an application is directed against an EU member State but also when it is directed against a State which is not member of the EU, and the application raises questions of compatibility with the Convention of an international agreement between that State and the EU. In these cases, there is an interest of that State to see the EU participating in the procedure and, if appropriate, in the execution of the judgement of the Court.

2. *Art. 3 § 5 (non binding character of CRM)*

12. The NEUMS point out that, given the main purpose of accession, it would be consequent to make the CRM binding in the sense that the EU and its member States have to accept the invitation of the Court. A optional character of the CRM might lead to gaps in participation and, consequently, to lack of accountability and enforceability in the ECHR system.

3. *Art. 3 § 6 (prior involvement)*

13. The NEUMS affirm that the prior involvement of the Luxembourg Court is not consistent with the principle of subsidiarity, that the procedure would constitute a privilege for one Contracting Party and that the impact on the Strasbourg Court of the assessment made by the Luxembourg Court should not be underestimated. The subsidiary nature of the supervisory mechanism established by the ECHR requires that any person with a claim that their rights and freedoms as set forth in the ECHR have been violated, has available an effective remedy before a domestic authority providing adequate redress, where appropriate.

14. The issue needs further consideration and should be seen in the wider context of derogations from the principle of equal footing.

4. *Art. 3 § 7 (responsibility)*

15. Regarding the question of joint responsibility, the NEUMS welcome the compromise solution presented in the last meeting of the CDDH-UE 47+1, in the sense that a joint request for single responsibility is not sufficient to bind the Court. On the other hand, the Court is not authorized to hold only one party responsible if there is no joint request. The NEUMS are of the opinion that in judicial proceedings, a tribunal can in no circumstances be bound by the conclusions presented by one or several parties. In this sense, the proposal appears to be inconsistent with the ECHR system: the Court should decide on its own whether to hold the EU liable as a co-respondent and the latter should comply with the ruling.

V. *Art. 7 Participation of EU in the CM*

1. *Art. 7 § 1 (scope of EU participation)*

16. The current practice within the Council of Europe has been to grant voting rights in the Committee of Ministers to member states only. In the absence of a clear change of position within the Council of Europe, it would not be advisable to depart from this practice.

17. Therefore, the NEUMS see merits in the proposal to restrict the participation of the EU in the Committee of Ministers related to the functions which the Convention explicitly attributes to the latter, and consequently to delete the remainder of paragraph 1 of Article 7 which refers to the participation in Committee of Ministers' statutory functions. Participation of the EU in the decision-making process should be assured otherwise, in order to preserve the nature and composition of the Committee of Ministers as provided for under the Statute of the Council of Europe.

18. The question raised is one of principle and should be solved within a wider context than the accession negotiations. A suitable arena for such a task could be the on-going review of the functioning of the Conventions, which includes an assessment of the rights of parties which are not

members of the Council of Europe. A decision on the solution chosen for the accession agreement should not create a new precedent and thereby prejudice the wider on-going review process.

2. *Art. 7 § 2 a) (obligation to coordinate)*

2.1 *Text itself*

19. The NEUMS prefer to keep the text in paragraph 2 letter a stating the obligation of the EU and its member States to express their positions and vote in a coordinated manner. Although it is merely declaratory, the sentence is of importance because it explains the need for a specialised regulation on voting where the EU is involved.

2.2 *Rules on voting rights in cases involving EU: substance*

20. In the view of the NEUMS, it would be appropriate to limit the adoption of special rules to very specific situations in which the EU would be most likely obliged to coordinate its position with that of its member States. In addition, appropriate guarantees are required to ensure that the combined votes of the EU and its member States will not prejudice the effective exercise by the Committee of Ministers of its supervisory functions under Articles 39 and 46 of the ECHR.

21. Regarding the majority required for adopting final resolutions, the NEUMS see some merits in the rule of a majority of 4/5 of all the HCP. This solution avoids the difficulty related to an adjustment clause.

22. As for the solution for decisions other than those relating to final resolutions, the panel solution proposed by the EU is not ideal and should preferably be rejected in its entirety.

2.3 *Rules on voting rights in cases involving EU: placement*

23. The NEUMS reiterate their hesitation towards the use of a gentleman's agreement. The voting rules are of such principal importance that they should be placed in a legally binding instrument.

3. *Art. 7 § 2 b) and c) (lack of equal footing in cases not involving EU)*

24. The NEUMS, with the exception of Norway, have doubts about the solution regarding the participation of the EU in the supervision of the fulfilment of obligations by the Contracting Parties, other than the EU. The proposed solution would give rise to differences in the supervision of the fulfilment of obligations by a Member State of the EU, on the one hand, and by a State which is not a member of the EU, on the other. In order to avoid such unequal treatment, the formulation should be amended so that the EU cannot express a position or exercise its right to vote where the Committee of Ministers supervises the fulfilment of obligations by other Contracting Parties.

ANNEXE IV

Projet de proposition du Secrétariat (paragraphe 9 du rapport de réunion)**Accord d'adhésion (Clause d'attribution générale) :**

Aux fins de la Convention, de ses protocoles et du présent Accord, un acte, une mesure ou une omission des organes ou agents d'un Etat membre de l'Union européenne sont imputables seulement à cet Etat, même lorsque cet acte, cette mesure ou cette omission survient lorsque l'Etat met en œuvre le droit de l'Union européenne, **y compris les décisions du Conseil prises sur la base du Traité sur l'Union Européenne**; cela n'empêche pas que l'Union européenne puisse être responsable, en tant que codéfendeur, d'une violation résultant d'un tel acte, d'une telle mesure ou d'une telle omission, en conformité avec l'article 3 (2), (4) (5) and (7) de l'accord d'adhésion,

Rapport explicatif:

Conformément au droit de l'UE, les actes des Etats membres mettant en œuvre le droit de l'UE et les décisions du Conseil en vertu du TUE sont imputables aux Etats membres. Afin d'assurer une cohérence, des règles parallèles devraient s'appliquer aux fins du système de la Convention. Il convient de rappeler que l'approche suivie de manière régulière par la Cour au sujet de l'imputation d'une action à une Partie Contractante ou bien à l'organisation internationale sous l'égide de laquelle l'action en question a été menée, a été de tenir compte des faits particuliers de chaque affaire, et notamment de la base juridique applicable. On peut s'attendre à ce que la Cour suive la même approche vis-à-vis de l'UE après son adhésion, y compris eu égard aux questions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. En effet, dans les affaires dans lesquelles la Cour a statué sur l'imputation d'actes ou mesures extraterritoriaux pris par des Parties Contractantes agissant dans le cadre d'une organisation internationale (voir notamment *Behrami et Saramati*, paragraphe 122 ; *Al-Jedda*, paragraphe 76), il n'y a pas eu de règle spécifique d'attribution, aux fins de la Convention, de ces actes ou mesures à l'organisation internationale en question ou à ses membres. En revanche, les actes, mesures ou omissions des institutions, organes, organismes ou agences de l'UE, ou de personnes agissant en leur nom, sont imputables à l'UE, quel que soit le contexte dans lequel ils ont lieu, y compris eu égard aux questions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE³.

³ Des exemples pourraient être fournis si nécessaire.